

RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE

3^e TRIMESTRE 2019-2020

Clos le 4 janvier 2020

RÉSULTAT NET

448 M\$

+5,3%

VENTES

1 219,3 M\$

+5,2%

BÉNÉFICE BRUT

614,4 M\$

+4,6%

RATIO DES CHARGES NETTES
SUR VENTES

13,6 %



SAQ

LE GOÛT DE PARTAGER

REVUE FINANCIÈRE

Ce rapport financier passe en revue l'exploitation de la Société des alcools du Québec (SAQ) pour le trimestre de 16 semaines et la période de 40 semaines clos le 4 janvier 2020, ainsi que sa situation financière à cette date. Ce rapport doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités et les notes afférentes inclus dans le présent document ainsi qu'avec les états financiers annuels audités de l'exercice clos le 30 mars 2019, les notes afférentes et la revue financière présentés dans le rapport annuel 2019 de la SAQ. L'information présentée ci-après est datée du 25 mars 2020.

VENTES

La Société a clôturé le troisième trimestre de son exercice 2019-2020 avec des ventes de 1,219 milliard de dollars, une hausse de 60,2 millions de dollars ou 5,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les ventes en volume ont connu une progression de 4,2 % passant de 69,6 millions de litres à 72,5 millions de litres.

Plus précisément, les ventes du réseau des succursales et des centres spécialisés ont connu une croissance de 56,2 millions de dollars ou 5,4 % pour s'établir à 1,097 milliard de dollars. Les ventes en volume correspondantes ont totalisé 57,7 millions de litres, en hausse de 3,8 %.

Le panier moyen des achats effectués en succursale par les consommateurs s'est établi à 54,25 \$ par rapport à 54,97 \$ pour le troisième trimestre de 2018-2019. Pour sa part, le prix de vente moyen au litre dans le réseau des succursales s'est élevé à 20,90 \$, en regard de 20,56 \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent.

Les ventes effectuées auprès du réseau des grossistes-épiciers ont quant à elles augmenté de 4 millions de dollars ou 3,4 % pour s'établir à 122,6 millions de dollars. Les ventes en volume correspondantes ont connu une hausse de 0,8 million de litres ou 5,7 % pour se situer à 14,8 millions de litres.

Au terme des 40 premières semaines de l'exercice financier, les ventes cumulées se sont élevées à 2,790 milliards de dollars comparativement à 2,662 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice 2018-2019, soit une hausse de 128,5 millions de dollars ou 4,8 %. Les ventes en volume ont atteint 172,5 millions de litres, une croissance de 4,2 millions de litres ou 2,5 %.

Pour cette période, le réseau des succursales et des centres spécialisés a réalisé une croissance des ventes de 136,8 millions de dollars ou 5,7 %, pour atteindre 2,521 milliards de dollars. Les ventes en volume se sont élevées à 140,1 millions de litres, une hausse de 4,7 millions de litres ou 3,5 %.

Par ailleurs, depuis le début de l'exercice, les ventes réalisées auprès du réseau des grossistes-épiciers affichent une baisse de 8,3 millions de dollars ou 3 % pour s'établir à 269,4 millions de dollars. Les ventes en volume correspondantes ont diminué de 0,5 million de litres ou 1,5 % pour se chiffrer à 32,4 millions de litres.

PAR CATÉGORIES DE PRODUITS

Concernant les ventes par catégories de produits, les ventes de vins ont connu une augmentation de 33,7 millions de dollars ou 4 % au cours du trimestre, pour s'établir à 876,9 millions de dollars. Les volumes de ventes correspondants sont passés de 57,7 millions de litres à 59,5 millions de litres, soit une hausse de 1,8 million de litres ou 3,1 %.

La catégorie des spiritueux, commercialisée uniquement dans le réseau des succursales et des centres spécialisés, a connu une croissance de ses ventes de 23,7 millions de dollars ou 8 % pour se situer à 319,8 millions de dollars. Les ventes en volume correspondantes se sont accrues de 0,5 million de litres pour atteindre 9,6 millions de litres.

Les ventes de boissons panachées ont totalisé 13,1 millions de dollars, soit une augmentation de 2,9 millions de dollars ou 28,4 %. Les volumes de ventes de cette catégorie se sont élevés à 2,3 millions de litres, une hausse de 0,5 million de litres.

Enfin, les ventes de la catégorie des bières, des cidres et des produits complémentaires, ont connu une diminution de 0,1 million de dollars pour clôturer à 9,5 millions de dollars. De cette somme, un total de 4,8 millions de dollars représente uniquement les ventes de bières. Les volumes de ventes ont augmenté de 0,1 million de litres pour s'établir à 1,1 million de litres.

BÉNÉFICE BRUT

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2019-2020, le bénéfice brut s'est élevé à 614,4 millions de dollars, une hausse de 26,9 millions de dollars ou 4,6 % par rapport à l'exercice précédent. La marge brute s'est établie à 50,4 % comparativement à 50,7 % pour le même trimestre de 2018-2019.

Pour les 40 premières semaines d'exploitation de l'exercice, le bénéfice brut a augmenté de 58,5 millions de dollars ou 4,3 % pour s'établir à 1,407 milliard de dollars. Au terme de cette période, la marge brute s'est établie à 50,4 % comparativement à 50,7 % pour la même période de l'exercice précédent.

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

La Société s'est conformée aux nouvelles normes IFRS publiées et révisées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par le Conseil des normes comptables du Canada devant être obligatoirement appliquées pour un exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2019.

Modifications des normes devant obligatoirement être appliquées pour l'exercice considéré

En janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « Contrats de location », laquelle remplace l'IAS 17 « Contrats de location » et certaines autres interprétations liées aux contrats de location. L'IFRS 16 supprime le classement à titre de contrat de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière en comptabilisant un actif au titre de droits d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location à court terme et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur. L'IFRS 16 conserve en grande partie l'approche de l'IAS 17 pour la comptabilisation des contrats de location par le bailleur et présente de nouvelles obligations d'informations à fournir. La Société étant assujettie à d'importantes obligations contractuelles en lien avec ses succursales sous forme de contrats de location simple conformément à l'IAS 17, l'adoption de la norme IFRS 16 a donné lieu à une hausse significative des actifs et des passifs et à une hausse de la charge d'intérêts associée aux obligations locatives. La Société a adopté les exigences de l'IFRS 16 le 31 mars 2019 selon la méthode rétrospective modifiée et les chiffres comparatifs n'ont pas été retraités, tel que permis par la norme.

Pour plus de précisions sur l'adoption de la norme IFRS 16, se reporter à la note 4 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour la période de 16 semaines close le 4 janvier 2020.

CHARGES NETTES

Les charges nettes représentent les frais de vente et mise en marché, de distribution et d'administration, desquels sont déduits les revenus publicitaires, promotionnels et divers. Elles incluent également les charges financières nettes.

Établies ainsi, ces charges nettes ont totalisé 166,4 millions de dollars au terme du troisième trimestre, en comparaison de 162 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent, une augmentation de 4,4 millions de dollars ou 2,7 %. Exprimées en fonction des ventes, elles affichent un taux de 13,6 % en regard de 14 % pour le trimestre correspondant de 2018-2019.

La rémunération du personnel, qui constitue la principale catégorie des charges nettes de l'organisation, s'est chiffré à 122,2 millions de dollars comparativement à 116,6 millions de dollars pour le même trimestre de 2018-2019, soit une augmentation de 5,6 millions de dollars ou 4,8 %. Exprimé en fonction des ventes, elles affichent un ratio de 10 % en regard de 10,1 % pour le trimestre correspondant de 2018-2019.

La seconde catégorie en importance est composée des frais d'occupation d'immeubles. Ceux-ci ont atteint 27,3 millions de dollars contre 27,9 millions de dollars pour le même trimestre de l'année précédente, ce qui représente une diminution de 2,2 %. Cette baisse est attribuable en partie à l'adoption au 31 mars 2019 de la norme IFRS 16 qui a résulté en une charge d'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation inférieure à celle comptabilisée à titre de charge locative conformément aux exigences de l'IAS 17. Cette réduction est toutefois partiellement compensée par des charges supplémentaires de financement liées aux obligations locatives. L'information comparative n'a pas été retraitée pour les années antérieures à 2019-2020. Se reporter à la note 4 des notes afférentes aux présents états financiers intermédiaires résumés pour plus de détails.

Les frais d'utilisation de l'équipement et des fournitures ont connu une baisse de 1,5 million de dollars pour se situer à 8,7 millions de dollars.

Finalement, les autres charges ont connu une augmentation de 0,9 million de dollars comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent, pour totaliser 8,2 millions de dollars. Cette hausse est particulièrement attribuable à l'impact de la norme IFRS 16 qui a eu comme incidence l'accroissement des charges financières nettes de 1,6 million de dollars.

Pour les 40 premières semaines de l'exercice, les charges nettes se sont élevées à 400,6 millions de dollars, soit une augmentation de 6,9 millions de dollars ou 1,8 %. Lorsqu'exprimées en pourcentage des ventes, elles présentent un taux amélioré de 14,4 % comparativement à 14,8 % pour la même période de l'exercice précédent.

L'amélioration de ce ratio reflète les efforts mis en œuvre afin d'optimiser l'efficacité de l'organisation.

RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le résultat net du troisième segment de l'exercice a atteint 448 millions de dollars, soit une augmentation de 22,5 millions de dollars ou 5,3 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La marge nette est demeurée stable avec un taux de 36,7 %.

Le résultat net cumulatif de l'exercice en cours s'élève à 1,006 milliard de dollars, en hausse de 51,7 millions de dollars ou 5,4 %. Exprimé en fonction des ventes, la marge nette affiche un taux de 36,1 % contre 35,9 % pour la même période de l'exercice précédent.

REVENUS GOUVERNEMENTAUX

À titre de société d'État, en plus du dividende versé correspondant au résultat net, la SAQ génère des revenus substantiels pour les deux paliers gouvernementaux, sous forme de taxes à la consommation, de droits d'accise et de douane. Pour le troisième trimestre de l'exercice 2019-2020, ces revenus ont atteint 838 millions de dollars comparativement à 797,6 millions de dollars pour la même période de 2018-2019, une augmentation de 40,4 millions de dollars ou 5,1 %. Cette hausse s'explique principalement par une croissance du résultat net enregistré au cours du trimestre, par une perception plus importante des taxes à la consommation résultant de l'accroissement des ventes ainsi que par l'augmentation des droits d'accise.

Pour les 40 premières semaines de l'exercice en cours, les revenus gouvernementaux ont augmenté de 85 millions de dollars ou 4,6 % pour se chiffrer à 1,920 milliard de dollars.

INVESTISSEMENTS

Les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles se sont élevés à 7,7 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2019-2020. Au cours de cette période, la SAQ a injecté 2,6 millions de dollars dans l'amélioration de ses établissements commerciaux. De plus, un montant de 4 millions de dollars a été investi dans le développement des systèmes informationnels. Finalement, 1,1 million de dollars a été consacré dans la mise à niveau du matériel roulant et de l'équipement.

Pour l'exercice en cours, les investissements en immobilisations ont totalisé 16,7 millions de dollars, dont 6,6 millions de dollars ont été consacré à la réalisation de projets immobiliers. Une somme de 8,6 millions de dollars a été investie dans le développement de systèmes informationnels tandis que la mise à niveau du matériel roulant et de l'équipement a nécessité des investissements de 1,5 million de dollars.

SITUATION FINANCIÈRE

Au 4 janvier 2020, l'actif total de la SAQ s'établissait à 1,457 milliard de dollars contre 913,8 millions de dollars au 30 mars 2019, soit une hausse de 542,9 millions de dollars. La trésorerie affichait un solde de 527,6 millions de dollars, soit

une hausse de 308,1 millions de dollars comparativement à la fin du précédent exercice. Les comptes-clients et autres débiteurs ont totalisé 52 millions de dollars à la fin du troisième trimestre comparativement à 64,6 millions de dollars à la fin de l'exercice 2018-2019, soit une diminution de 12,6 millions de dollars. Le remboursement au cours de l'exercice du solde résiduel de l'avance octroyée à la Société québécoise du cannabis (SQDC) pour la mise en œuvre des activités de vente de cannabis au Québec, explique principalement cette diminution. Les dépôts et charges payées d'avance ont quand à eux connu une baisse de 7,2 millions de dollars. La valeur des stocks a diminué de 47,4 millions de dollars pour s'établir à 369,6 millions de dollars. L'achalandage plus élevé généré par la période des fêtes explique cette variation. Pour ce qui est des actifs non courants, ceux-ci ont clôturé à 495,9 millions de dollars comparativement à 193,9 millions de dollars au 30 mars 2019. Cette variation de 302 millions de dollars est principalement attribuable à l'augmentation des actifs au titre de droits d'utilisation relatifs aux baux des succursales qui découlent de l'adoption de la norme IFRS 16 au 31 mars 2019.

Par ailleurs, le passif courant totalisait 642,2 millions de dollars à la fin du troisième trimestre comparativement à 838,3 millions de dollars à la fin de l'exercice précédent, une diminution de 196,1 millions de dollars. Cette réduction s'explique principalement par le paiement du dividende de 300,9 millions de dollars, par la baisse des provisions de 9,9 millions de dollars ainsi que par une diminution de 8,6 millions de dollars des comptes fournisseurs et autres charges à payer. Ces réductions ont été atténué par la hausse des taxes et droits gouvernementaux à payer de 63,3 millions de dollars. De plus, l'application de la norme IFRS 16 a généré la comptabilisation d'obligations locatives à la hauteur de 307,5 millions de dollars dont 60 millions de dollars classés dans les passifs courants à la fin du présent trimestre. Les passifs non courants se sont accrus de 248,9 millions de dollars causé principalement par la comptabilisation d'obligations locatives due à l'adoption de la norme IFRS 16.

PERSPECTIVES FINANCIÈRES

La direction est satisfaite des résultats du troisième trimestre. Le niveau de performance généré depuis le début de l'exercice, provenant du chiffre d'affaires et des gains d'efficacité, permettront d'atteindre un résultat net supérieur aux objectifs.

ÉTAT RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars canadiens)
(non audité)

	Trimestres de 16 semaines clos les		Périodes de 40 semaines closes les	
	4 janvier 2020	5 janvier 2019	4 janvier 2020	5 janvier 2019
VENTES (note 5)	1 219 292 \$	1 159 078 \$	2 790 170 \$	2 661 686 \$
COÛT DES PRODUITS VENDUS (note 5)	604 850	571 539	1 383 472	1 313 517
BÉNÉFICE BRUT (note 5)	614 442	587 539	1 406 698	1 348 169
Frais de vente et mise en marché et distribution	163 757	158 065	389 200	381 247
Frais d'administration	23 174	25 792	61 260	64 777
Revenus publicitaires, promotionnels et divers	(21 009)	(20 872)	(52 141)	(51 150)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	448 520	424 554	1 008 379	953 295
Charges financières (produits nets de financement)	(1 150)	(926)	(1 863)	(1 164)
Intérêts en vertu des obligations locatives (note 4)	1 626	-	4 101	-
Charges financières nettes	476	(926)	2 238	(1 164)
RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL	448 044 \$	425 480 \$	1 006 141 \$	954 459 \$

Les états financiers intermédiaires résumés reflètent l'adoption, au 31 mars 2019, de la norme IFRS 16. Pour plus de précisions sur cette norme, consulter la note 4 des notes afférentes aux présents états financiers.

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars canadiens)
(non audité)

	Période de 40 semaines close le 4 janvier 2020				
	Capital-actions	Résultats nets non distribués	Autres éléments du résultat global	Avances à l'actionnaire	Total
SOLDE AU 30 MARS 2019	30 000 \$	15 199 \$	(5 492)\$	-	39 707 \$
Résultat net	-	1 006 141	-	-	1 006 141
Avances à l'actionnaire	-	-	-	(516 000)	(516 000)
SOLDE AU 4 JANVIER 2020	30 000 \$	1 021 340 \$	(5 492)\$	(516 000)\$	529 848 \$
	Période de 40 semaines close le 5 janvier 2019				
	Capital-actions	Résultats nets non distribués	Autres éléments du résultat global	Avances à l'actionnaire	Total
SOLDE AU 31 MARS 2018	30 000 \$	15 199 \$	(4 059)\$	-	41 140 \$
Résultat net	-	954 459	-	-	954 459
Avances à l'actionnaire	-	-	-	(500 000)	(500 000)
SOLDE AU 5 JANVIER 2019	30 000 \$	969 658 \$	(4 059)\$	(500 000) \$	495 599 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars canadiens)
(non audité)

	4 janvier 2020	30 mars 2019
ACTIF		
Actif courant		
Trésorerie	527 629 \$	219 528 \$
Comptes clients et autres débiteurs (note 6)	51 979	64 589
Stocks	369 574	416 972
Dépôts et charges payées d'avance	11 634	18 801
	960 816	719 890
Immobilisations corporelles	165 960	172 166
Immobilisations incorporelles	24 471	21 672
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 4)	304 655	–
Actif net au titre des prestations définies du régime de retraite	851	86
	1 456 753 \$	913 814 \$
PASSIF		
Passif courant		
Comptes fournisseurs et autres charges à payer	373 726 \$	382 280 \$
Taxes et droits gouvernementaux à payer	196 529	133 251
Provisions	11 970	21 873
Tranche à moins de un an des obligations locatives (note 4)	59 961	–
Dividende à payer	–	300 917
	642 186	838 321
Obligations locatives (note 4)	247 580	–
Passif au titre des crédits de congés de maladie cumulés	37 139	35 786
	926 905	874 107
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions	30 000	30 000
Résultats nets non distribués	1 021 340	15 199
Autres éléments du résultat global	(5 492)	(5 492)
Avances à l'actionnaire	(516 000)	–
	529 848	39 707
	1 456 753 \$	913 814 \$

Les états financiers intermédiaires résumés reflètent l'adoption, au 31 mars 2019, de la norme IFRS 16. Pour plus de précisions sur cette norme, consulter la note 4 des notes afférentes aux présents états financiers.

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

TABLEAU RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars canadiens)
(non audité)

	Trimestres de 16 semaines clos les		Périodes de 40 semaines closes les	
	4 janvier 2020	5 janvier 2019	4 janvier 2020	5 janvier 2019
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Résultat net	448 044 \$	425 480 \$	1 006 141 \$	954 459 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Amortissement des immobilisations corporelles	5 784	6 160	14 575	15 206
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 915	2 598	4 787	7 549
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	16 104	–	40 561	–
Perte (gain) à la cession d'immobilisations corporelles	(36)	(70)	659	(162)
Perte à la cession d'immobilisations incorporelles	–	–	–	256
Charge au titre des crédits de congés de maladie	988	966	2 470	2 416
Charge au titre du régime de retraite	261	258	783	774
Ajustements pour charges financières nettes (produits nets de financement) et autres	121	(525)	1 355	(1 269)
	473 181	434 867	1 071 331	979 229
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	101 340	47 346	116 331	82 554
Intérêts payés	–	(24)	(7)	(41)
Intérêts perçus	1 506	549	2 753	1 310
Intérêts en vertu des obligations locatives	(1 626)	–	(4 100)	–
Prestations versées au titre du régime des crédits de congés de maladie cumulés	(648)	(362)	(1 117)	(969)
Capitalisation de l'obligation au titre des prestations définies du régime de retraite	–	–	(1 498)	(1 000)
Prestations versées au titre du régime de retraite	(16)	(17)	(50)	(51)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	573 737	482 359	1 183 643	1 061 032
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Dissolution de la coentreprise	–	–	–	442
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(3 888)	(3 896)	(9 103)	(6 535)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(3 770)	(1 486)	(7 586)	(2 712)
Produit de cession d'immobilisations corporelles	36	913	75	13 223
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7 622)	(4 469)	(16 614)	4 418
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Loyers versés en trésorerie en vertu des obligations locatives	(16 837)	–	(42 011)	–
Avances sur dividende	(290 000)	(280 000)	(516 000)	(500 000)
Dividende	–	–	(300 917)	(281 664)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(306 837)	(280 000)	(858 928)	(781 664)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	259 278	197 890	308 101	283 786
TRÉSORERIE AU DÉBUT	268 351	220 717	219 528	134 821
TRÉSORERIE À LA FIN	527 629 \$	418 607 \$	527 629 \$	418 607 \$

Les états financiers intermédiaires résumés reflètent l'adoption, au 31 mars 2019, de la norme IFRS 16. Pour plus de précisions sur cette norme, consulter la note 4 des notes afférentes aux présents états financiers.

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Trimestres clos les 4 janvier 2020 et 5 janvier 2019
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)
(non audités)

1

GÉNÉRALITÉS, STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société des alcools du Québec (la Société mère) est constituée en vertu de la *Loi sur la Société des alcools du Québec* (RLRQ, c. S-13). Son siège social est situé au 7500, rue Tellier, à Montréal, Québec, Canada. La Société mère et sa filiale 9268-2707 Québec inc. (collectivement la Société) ont pour mandat de faire le commerce des boissons alcooliques. Cette filiale a été dissoute en date du 15 mai 2019.

Le 12 juin 2018, à la suite de l'adoption du projet de loi n° 157 – *Loi constituant la Société québécoise du cannabis* (SQDC), édictant la *Loi encadrant le cannabis et modifiant diverses dispositions en matière de sécurité routière* -, ce mandat a été modifié afin d'y inclure la vente du cannabis dans une perspective de protection de la santé, afin d'intégrer les consommateurs au marché licite du cannabis et de les y maintenir, sans favoriser la consommation de cannabis (article 16.1 de la *Loi sur la Société des alcools du Québec*). La Société exerce cette mission exclusivement par l'entremise de la Société québécoise du cannabis (SQDC), compagnie à fonds social, constituée en vertu de l'article 23.1 de la *Loi sur la Société des alcools du Québec*. La SQDC, bien qu'elle soit considérée comme une filiale de la Société dans la Loi, ne répond pas aux critères d'une filiale selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Elle est plutôt considérée comme une entreprise associée. Par conséquent, les comptes de cette entité ne sont pas consolidés avec ceux de la Société.

À titre de société d'État, la Société est exonérée de l'impôt sur les bénéfices.

2

EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de la Société se termine le dernier samedi du mois de mars. L'exercice financier qui prendra fin le 28 mars 2020 et celui clos le 30 mars 2019 comprennent 52 semaines d'exploitation chacun.

3

MODE DE PRÉSENTATION

Les présents états financiers intermédiaires résumés de la Société ont été préparés conformément à l'IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils utilisent les mêmes méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 30 mars 2019 qui ont été préparés conformément aux IFRS à l'exception des normes comptables entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2019. Les états financiers intermédiaires résumés n'incluent pas toutes les informations requises selon les IFRS pour des états financiers complets et doivent donc être lus avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes inclus dans le rapport annuel de la Société de l'exercice clos le 30 mars 2019.

Les états financiers intermédiaires résumés de la Société pour le trimestre clos le 4 janvier 2020 ont été approuvés par le comité d'audit du 25 mars 2020. Ceux-ci regroupent, pour le trimestre clos le 5 janvier 2019, les comptes de la Société mère ainsi que ceux de sa filiale, 9268-2707 Québec inc., laquelle n'a généré aucune activité économique depuis l'exercice clos le 28 mars 2015. La filiale 9268-2707 Québec inc., a été dissoute en date du 15 mai 2019.

Les résultats opérationnels des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement les résultats opérationnels de l'exercice entier. Historiquement, le troisième trimestre a donné lieu à des revenus et à une rentabilité supérieurs, notamment puisqu'il comporte 16 semaines comparativement aux premier, deuxième et quatrième trimestres qui comportent 12 semaines.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Trimestres clos les 4 janvier 2020 et 5 janvier 2019
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)
(non audités)

4

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

IFRS 16 – Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, laquelle remplace l'IAS 17 « Contrats de location » et certaines autres interprétations liées aux contrats de location.

L'IFRS 16 modifie la définition du contrat de location, établit les principes concernant l'évaluation, la comptabilisation et la présentation des contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leurs sujets, pour les deux parties au contrat, soit le preneur et le bailleur. L'IFRS 16 supprime le classement à titre de contrat de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière en comptabilisant un actif au titre de droits d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location à court terme et les contrats de location dont l'actif sous-jacent a une faible valeur. Ces exemptions sont comptabilisées à titre de charges d'exploitation de manière linéaire sur la durée du contrat de location.

L'actif au titre de droits d'utilisation est initialement évalué au coût, lequel comprend le montant initial de l'obligation locative, les paiements de loyers versés à la date de début du contrat de location ou avant cette date déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus, les coûts directs initiaux engagés, une estimation des coûts de démantèlement, de remise en état de l'actif ou de restauration. L'actif au titre de droits d'utilisation est par la suite évalué au coût, sauf s'il se qualifie pour le modèle de la juste valeur (applicable aux immeubles de placement), diminué du cumul des amortissements et de pertes de valeur et ajusté pour tenir compte des réévaluations de l'obligation locative. L'actif au titre de droits d'utilisation est amorti sur la durée la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité du bien sous-jacent.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs, actualisée selon le taux implicite ou le taux d'emprunt marginal de la Société à la date de première application si le preneur ne peut déterminer le taux implicite. Les paiements de loyers utilisés pour les calculs comprennent principalement les paiements de loyer fixes (y compris en substance), les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, le prix d'exercice de toute option d'achat que la Société a la certitude raisonnable d'exercer, les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice par la Société de l'option de résiliation du contrat de location ainsi qu'une estimation des paiements relatifs à la garantie de valeur résiduelle. L'obligation locative est par la suite évaluée au coût amorti au moyen du taux d'intérêt effectif pour refléter les changements dans les paiements de loyers.

La Société réévalue l'obligation locative (et apporte un ajustement correspondant aux actifs au titre de droits d'utilisation) dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- il y a eu un changement dans la durée du contrat de location, auquel cas la Société réévalue l'obligation locative en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé;
- il y a eu un changement dans les paiements de loyers en raison de la variation d'un indice ou d'un taux, auquel cas la Société réévalue l'obligation locative en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen du même taux d'actualisation qui avait été utilisé initialement pour déterminer l'obligation (sauf si le changement dans les paiements de loyers est attribuable à une variation d'un taux d'intérêt variable, auquel cas un taux d'actualisation révisé est utilisé); ou
- un contrat de location a été modifié et la modification du contrat de location n'est pas traitée comme un contrat de location distinct, auquel cas la Société réévalue l'obligation locative en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé.

L'IFRS 16 reconduit pratiquement toutes les dispositions de la norme IAS 17 relatives à la comptabilisation par le bailleur. Par conséquent, le bailleur continue d'appliquer le classement à titre de contrats de location simple ou contrats de location-financement basé sur le transfert des risques et avantages inhérents à la propriété.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Trimestres clos les 4 janvier 2020 et 5 janvier 2019
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)
(non audités)

4. ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES (suite)

La Société a adopté les exigences de l'IFRS 16 le 31 mars 2019 selon la méthode rétrospective modifiée. Les périodes antérieures n'ont pas été retraitées. L'application de l'IFRS 16 n'a pas eu d'impact sur le solde des résultats nets non distribués au 31 mars 2019.

La Société s'est prévaluée des mesures de simplification permises par la norme. En conséquence, elle a dû :

- appliquer la norme aux contrats qui avaient été précédemment identifiés comme des contrats de location en vertu de l'IAS 17 et de l'IFRIC 4. Les contrats qui n'avaient pas été précédemment identifiés comme des contrats de location ou comme des contrats contenant des contrats de location n'ont pas été réévalués ;
- appliquer le même taux d'actualisation pour un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires ;
- exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre de droits d'utilisation lors de la transition ;
- comptabiliser les contrats de location à court terme et ceux dont les biens sous-jacents sont de faible valeur sur une base linéaire à titre de charge d'exploitation ; et
- comptabiliser chaque composante locative et les composantes non locatives qui s'y rattachent, à l'exception des taxes foncières, comme une seule composante de nature locative.

Au niveau de l'état résumé de la situation financière, l'adoption de l'IFRS 16 a eu pour conséquence une augmentation des immobilisations corporelles de 315,2 millions de dollars et des passifs de 319,6 millions de dollars respectivement à la date de la première application en raison de la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation et de la comptabilisation d'obligations locatives. La valeur des actifs au titre de droits d'utilisation a initialement été évaluée au montant des obligations locatives, puis ajustée des loyers à payer qui étaient comptabilisés dans l'état de la situation financière relativement à ces contrats de location immédiatement avant la date de première application.

L'adoption de l'IFRS 16 a engendré les modifications suivantes à l'état résumé du résultat global :

- les charges locatives comptabilisées conformément à l'IAS 17 au poste « Frais de vente et mise en marché et distribution », s'élevant à 18,6 millions de dollars et 46,3 millions de dollars respectivement pour le trimestre et la période cumulative correspondants de l'exercice 2018-2019, ont été substituées pour le présent trimestre et la période de 40 semaines clos le 4 janvier 2020 par des charges d'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation, ainsi que par une charge d'intérêts en vertu des obligations locatives tel que requis par les dispositions de l'IFRS 16 ;
- les charges d'amortissement qui s'élèvent respectivement à 16,1 millions de dollars pour le présent trimestre et 40,6 millions de dollars pour l'exercice en cours sont présentées dans la rubrique « Frais de vente et mise en marché et distribution » ;
- les intérêts en vertu des obligations locatives qui s'élèvent respectivement à 1,6 million de dollars pour le présent trimestre et 4,1 millions de dollars pour l'exercice en cours sont présentés distinctement à l'état résumé du résultat global.

Concernant le tableau résumé des flux de trésorerie, les remboursements du principal de l'obligation locative sont présentés distinctement dans la section « Activités de financement ».

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Trimestres clos les 4 janvier 2020 et 5 janvier 2019
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)
(non audités)

5

VENTES, COÛT DES PRODUITS VENDUS ET BÉNÉFICE BRUT

	Trimestres de 16 semaines clos les					
	4 janvier 2020			5 janvier 2019		
	Succursales et centres spécialisés	Grossistes- épiciers	Total	Succursales et centres spécialisés	Grossistes- épiciers	Total
Ventes	1 096 746 \$	122 546 \$	1 219 292 \$	1 040 441 \$	118 637 \$	1 159 078 \$
Coût des produits vendus	539 200	65 650	604 850	510 859	60 680	571 539
Bénéfice brut	557 546 \$	56 896 \$	614 442 \$	529 582 \$	57 957 \$	587 539 \$

	Périodes de 40 semaines closes les					
	4 janvier 2020			5 janvier 2019		
	Succursales et centres spécialisés	Grossistes- épiciers	Total	Succursales et centres spécialisés	Grossistes- épiciers	Total
Ventes	2 520 804 \$	269 366 \$	2 790 170 \$	2 384 010 \$	277 676 \$	2 661 686 \$
Coût des produits vendus	1 239 930	143 542	1 383 472	1 171 135	142 382	1 313 517
Bénéfice brut	1 280 874 \$	125 824 \$	1 406 698 \$	1 212 875 \$	135 294 \$	1 348 169 \$

6

COMPTES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

La Société agit à titre de prestataire auprès de la SQDC pour la livraison de certains services. La valeur de ceux-ci est incluse dans les comptes clients et autres débiteurs au 4 janvier 2020 et totalise 0,4 million de dollars (0,4 million de dollars au 30 mars 2019).

Le solde résiduel des sommes avancées par la Société pour le compte de la SQDC, dans le but d'assurer le mandat de mise en œuvre des activités de vente de cannabis au Québec, a été réglé en totalité au cours du deuxième trimestre de l'exercice en cours conformément à l'entente de versement intervenue entre les parties. Au 30 mars 2019, ces avances s'élevaient à 14,5 millions de dollars et étaient incluses dans les comptes clients et autres débiteurs.

VENTES ET CHARGES NETTES

Trimestre de 16 semaines clos le 4 janvier 2020

Évolution des ventes par réseaux

(en millions de dollars canadiens)

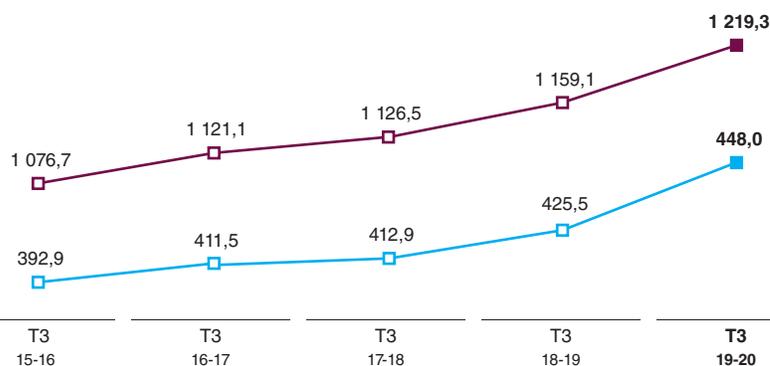
- Ventes – Succursales et centres spécialisés
- Ventes – Grossistes-épiciers



Évolution des ventes totales et du résultat net

(en millions de dollars canadiens)

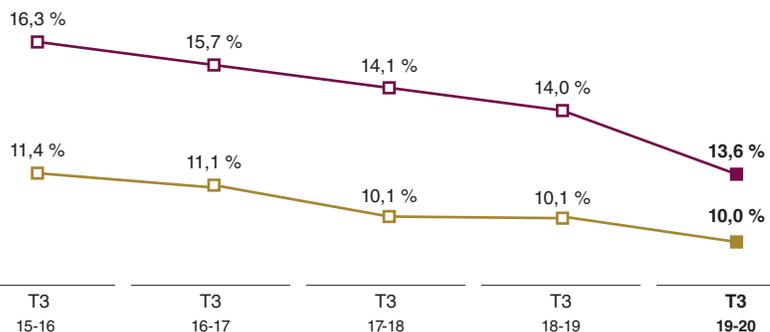
- Ventes totales
- Résultat net



Évolution des ratios de charges nettes et de rémunération

(en pourcentage des ventes)

- Ratio des charges nettes⁽¹⁾⁽²⁾
- Ratio de la rémunération du personnel



(1) Les charges nettes représentent les frais de vente et mise en marché, de distribution et d'administration, desquels sont déduits les revenus publicitaires, promotionnels et divers. Elles incluent également les charges financières nettes.

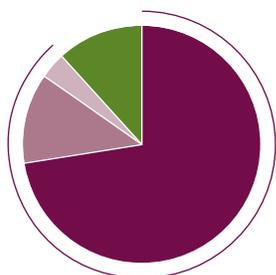
(2) Les états financiers intermédiaires résumés reflètent l'adoption, au 31 mars 2019, de la norme IFRS 16. Pour plus de précisions sur cette norme, consulter la note 4 des notes afférentes aux présents états financiers.

Certains chiffres comparatifs ont été redressés en fonction de la présentation adoptée au cours du trimestre.

RÉPARTITION DES VENTES

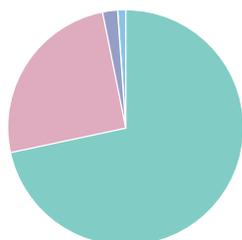
Trimestre de 16 semaines clos le 4 janvier 2020

Ventes par réseaux



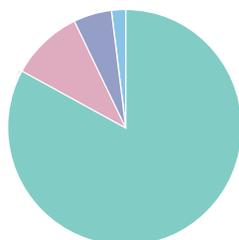
— Succursales et centres spécialisés	
● Consommateurs	74,9 %
● Titulaires de permis	11,4 %
● Agences et autres clients	3,6 %
	<hr/>
	89,9 %
● Grossistes-épiciers	10,1 %

Ventes par catégories de produits



● Vins	71,9 %
● Spiritueux	26,2 %
● Boissons panachées	1,1 %
● Bières, cidres et produits complémentaires	0,8 %

Ventes en volume par catégories de produits



● Vins	82,1 %
● Spiritueux	13,2 %
● Boissons panachées	3,2 %
● Bières, cidres et produits complémentaires	1,5 %

SOMMAIRE DES VENTES

Trimestres clos les 4 janvier 2020 et 5 janvier 2019
(en millions de dollars canadiens et en millions de litres, sauf indications contraires)
(non audités)

	Trimestres de 16 semaines clos les		Périodes de 40 semaines closes les	
	4 janvier 2020	5 janvier 2019	4 janvier 2020	5 janvier 2019
VENTES PAR RÉSEAUX				
Succursales et centres spécialisés				
Consommateurs	913,8 \$ 48,3 L	860,0 \$ 46,2 L	2 049,0 \$ 115,2 L	1 925,1 \$ 110,8 L
Titulaires de permis	139,1 6,4	136,4 6,4	356,5 16,5	347,1 16,5
Agences et autres clients	43,8 3,0	44,1 3,0	115,3 8,4	111,8 8,1
	1 096,7 57,7	1 040,5 55,6	2 520,8 140,1	2 384,0 135,4
Grossistes-épiciers	122,6 14,8	118,6 14,0	269,4 32,4	277,7 32,9
Ventes totales	1 219,3 \$ 72,5 L	1 159,1 \$ 69,6 L	2 790,2 \$ 172,5 L	2 661,7 \$ 168,3 L
VENTES PAR CATÉGORIES DE PRODUITS				
Vins	876,9 \$ 59,5 L	843,2 \$ 57,7 L	1 996,6 \$ 137,5 L	1 933,3 \$ 136,2 L
Spiritueux	319,8 9,6	296,1 9,1	713,1 21,8	657,1 20,6
Boissons panachées	13,1 2,3	10,2 1,8	57,6 10,3	48,1 8,7
Bières, cidres et produits complémentaires	9,5 1,1	9,6 1,0	22,9 2,9	23,2 2,8
Ventes totales	1 219,3 \$ 72,5 L	1 159,1 \$ 69,6 L	2 790,2 \$ 172,5 L	2 661,7 \$ 168,3 L
AUTRES INDICATEURS				
Variation annuelle (en pourcentage)				
Ventes (\$)	5,2 %	2,9 %	4,8 %	3,3 %
Ventes en volume (L)	4,2 %	(0,3)%	2,5 %	0,9 %
Prix de vente moyen au litre en succursale ⁽¹⁾	20,90 \$	20,56 \$	19,74 \$	19,34 \$
Achat moyen en succursale ⁽²⁾	54,25 \$	54,97 \$	51,15 \$	50,89 \$

(1) Consommateurs (excluant les taxes de vente)

(2) Déboursé moyen par les consommateurs (incluant les taxes de vente)

Certains chiffres comparatifs ont été redressés en fonction de la présentation adoptée au cours du trimestre.

INFORMATIONS TRIMESTRIELLES

Rétrospective des 5 derniers exercices financiers
(en millions de dollars canadiens, sauf indications contraires)
(non audités)

	T3 2019-2020	T3 2018-2019	T3 2017-2018	T3 2016-2017	T3 2015-2016
RÉSULTATS FINANCIERS					
Ventes	1 219,3 \$	1 159,1 \$	1 126,5 \$	1 121,1 \$	1 076,7 \$
Bénéfice brut	614,4	587,5	571,2	587,3	568,1
Charges nettes ⁽¹⁾⁽²⁾	166,4	162,0	158,3	175,8	175,2
Résultat net et résultat global	448,0	425,5	412,9	411,5	392,9
Revenus gouvernementaux ⁽³⁾	838,0	797,6	780,7	778,7	745,8
SITUATION FINANCIÈRE ET TRÉSORERIE					
Fonds de roulement net ⁽²⁾	318,6 \$	341,1 \$	276,3 \$	291,4 \$	247,5 \$
Actif total ⁽²⁾	1 456,8	1 033,5	1 011,1	980,8	911,0
Dividende et avances versés à l'actionnaire	290,0	280,0	272,0	265,0	260,0
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ⁽²⁾	573,7	482,4	426,6	426,6	441,1
CHARGES NETTES					
Rémunération du personnel ⁽⁴⁾	122,2 \$	116,6 \$	113,6 \$	124,9 \$	123,1 \$
Frais d'occupation d'immeuble ⁽²⁾⁽⁵⁾	27,3	27,9	28,5	28,7	28,9
Frais d'utilisation de l'équipement et des fournitures ⁽⁵⁾	8,7	10,2	10,3	13,2	13,9
Autres charges ⁽²⁾	8,2	7,3	5,9	9,0	9,3
	166,4 \$	162,0 \$	158,3	175,8 \$	175,2 \$
INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS					
Projets immobiliers ⁽⁶⁾	2,6 \$	3,4 \$	4,6 \$	4,2	5,3
Développement des systèmes informationnels	4,0	1,9	2,8	2,7	4,2
Matériel roulant et équipement	1,1	0,1	0,6	0,4	1,0
	7,7 \$	5,4 \$	8,0 \$	7,3 \$	10,5 \$
RATIOS D'EXPLOITATION (en pourcentages des ventes)					
Bénéfice brut	50,4 %	50,7 %	50,7 %	52,4 %	52,8 %
Résultat net et résultat global	36,7 %	36,7 %	36,7 %	36,7 %	36,5 %
Charges nettes ⁽¹⁾⁽²⁾	13,6 %	14,0 %	14,1 %	15,7 %	16,3 %

(1) Les charges nettes représentent les frais de vente et mise en marché, de distribution et d'administration, desquels sont déduits les revenus publicitaires, promotionnels et divers. Elles incluent également les charges financières nettes.

(2) Les états financiers intermédiaires résumés reflètent l'adoption, au 31 mars 2019, de la norme IFRS 16. Pour plus de précisions sur cette norme, consulter la note 4 des notes afférentes aux présents états financiers.

(3) Comprennent le résultat net, les taxes de vente, la taxe spécifique sur les boissons alcooliques et les droits d'accise et de douane

(4) La rémunération du personnel inclut la masse salariale, les avantages sociaux, les coûts relatifs aux régimes de retraite ainsi que d'autres frais reliés aux avantages du personnel.

(5) Incluent les charges d'amortissements et l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation

(6) Comprennent principalement les coûts liés à la modernisation du réseau des succursales et au réaménagement des centres de distribution et administratifs

Certains chiffres comparatifs ont été redressés en fonction de la présentation adoptée au cours du trimestre.